



FACE AUX ATTAQUES PATRONALES ET GOUVERNEMENTALES : PAS QUESTION D'ACCEPTER LES SACRIFICES !

300 000 emplois sont actuellement menacés dans des grandes entreprises de la chimie, de l'automobile, de la grande distribution, et chez leurs sous-traitants. Des entreprises qui accumulent pourtant des profits, grâce au travail de ces salariés qu'elles veulent maintenant jeter dehors.

Les travailleuses et travailleurs produisent toujours plus, mieux, plus vite. Mais qui en profite ? Les patrons, qui imposent toujours plus de sacrifices : licenciements, augmentation des cadences et du temps de travail ou pertes de salaire. L'entreprise de verrerie Saverglass, a ainsi proposé, après des mois de chômage partiel, la baisse des salaires de 5 % !

Le gouvernement n'est pas en reste dans la fonction publique, avec les trois jours de carence et les suppressions de postes. Apprenant que le patron milliardaire Elon Musk était chargé par Donald Trump d'anéantir des emplois publics par milliers, le ministre français de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, s'est fendu d'un message de félicitations sur les réseaux sociaux : qui se ressemble s'assemble.

Et voilà que le Sénat a déposé un amendement à la loi de finances de la Sécu qui obligerait les salariés à travailler sept heures de plus gratuitement. Proposition que le ministre de l'Économie trouve « intéressante » et « judicieuse » !

Devant la colère des salariés, le Premier ministre fait les gros yeux aux groupes qui licencient tout en faisant des bénéfices et en empochant les aides publiques, les Auchan, Stellantis et autres Michelin. Mais c'est bien pour rembourser ces milliards de cadeaux que Barnier veut faire passer 60 milliards d'économies dans le budget 2025.

Tous ensemble !

Des grèves sont en cours ou ont eu lieu contre les licenciements, comme chez Valeo à La Suze-sur-Sarthe (Sarthe), Vencorex au Pont-de-Claix (Isère), Michelin à Cholet (Maine-et-Loire), MA France à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)...

D'autres concernent les salaires, comme chez H&M ou dans l'entreprise de nettoyage Atalian dans les Bouches-du-Rhône, ou dans certaines filiales Keolis dans l'Allier, l'Hérault, l'Oise, les Yvelines et le Val-d'Oise.

Une grève de la fonction publique est prévue le 5 décembre. Une journée de mobilisation aura lieu le 10 décembre dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une grève débutera le 11 décembre à la

SNCF contre son démantèlement. Entre-temps, les agriculteurs devraient aussi être mobilisés...

Le gouvernement et le patronat essaient de nous isoler et de nous monter les uns contre les autres. Nous devons nous armer contre toutes les tentatives de division, que ce soit entre salariés du public et du privé, ou entre salariés des différents pays. Ce n'est pas en fermant les frontières au nom du « protectionnisme » que l'on empêchera le patronat d'exploiter et de licencier. Leur plus grande peur est que nos luttes convergent, que les salariés menacés de licenciement se coordonnent, que des actions communes soient décidées par les grévistes.

La seule solution, c'est de nous battre, ensemble, à l'image du mouvement contre la vie chère qui touche la Martinique depuis deux mois.

Alors oui, chaque journée de lutte doit devenir un point de ralliement et être une étape dans la construction de la lutte collective ! C'est la seule voie pour arracher l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail sans perte de salaire, des augmentations à la hauteur de l'inflation, l'embauche définitive des précaires et des emplois partout où ils manquent cruellement, pour des services publics de qualité, notamment dans les transports, la santé et l'éducation.

C'est nous qui faisons tourner la société, c'est à nous de décider !

Abonnez vous à la Newsletter du NPA Révolutionnaire de Grenoble en scannant le QR code ou à l'adresse suivante :

<https://framalistes.enobleisere>

[e/newsletternpag](https://framalistes.enobleisere)



Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



[npa.revo.grenobleisere](https://www.instagram.com/npa.revo.grenobleisere)



[npa-révolutionnaires.org](https://www.npa-revolutionnaires.org)



[npa.revo.grenoble](https://www.tiktok.com/@npa.revo.grenoble)



npa.grenobleisere@gmail.com

LES ECHOS DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Grève illimitée à la clinique du Dauphiné de Seyssins

Depuis le 11 Novembre, 95 % des soignants de la clinique du Dauphiné sont en grève illimitée à Seyssins. Une précédente grève en Octobre 2022 avait déjà été lancée, cependant depuis, la détérioration des conditions de travail continue : salariés sans contrat, salaires non versés, non versement des 150 euros de prime etc.

Cette clinique a été reprise en 2020 par Orpea (renommé depuis Emeis), entreprise bien connue pour les scandales entourant sa gestion des EHPAD et pour la maltraitance de ses salariés et des patients.

Les grévistes dénoncent ici des conditions de travail devenant de plus en plus intenable, et de nouvelles attaques de la direction : fin des 3x12h et surtout réduction du nombre de soignants le week-end pour passer à 2 soignants pour 35 patients en journée... et 1 seul pour 70 patients la nuit !

Cette grève est un exemple de ce qu'il se passe lorsque les salariés décident de relever la tête face à des directions d'entreprise qui ne cherchent qu'à augmenter leurs profits sur le dos des patients... et des travailleurs de la santé ! Cette grève, soutenue par les familles des patients, pourrait donner des idées à d'autres groupes de travailleurs, fatigués de la maltraitance qu'ils subissent et des conditions d'accueil des patients qui se dégradent d'année en année... Nos vies valent plus que leurs profits !

A Saint-Martin d'Hères : le PSIP en danger ?

Le Pôle de Santé InterProfessionnel (PSIP), qui regroupe 80 professionnels de santé libéraux et emploie 12 salariés, ne sait pas encore si son budget sera reconduit au-delà d'Avril 2025.

Ce centre permet de donner accès à un certain nombre de prestations pour les personnes les plus précaires : interprétariat pour les personnes allophones, accès gratuit à des consultations psychologiques etc.

Ce pôle, qui permettait notamment aux personnes les plus précaires d'accéder à la santé, verra-t-il son financement reconduit ?

Pour le moment les interpellations des élus sont restées lettres mortes, l'accès à la santé des plus pauvres ne semblant pas être leur priorité ...

Mobilisation contre le manque de moyens à l'EHPAD de Cognin (73)

Les salariés de l'EHPAD de Cognin se sont rassemblés jeudi 14 Novembre pour exprimer leur colère. En effet, les salariés ont exprimés leur colère et leur fatigue face à des conditions de travail de plus en plus dégradées et face au silence du gouvernement sur le manque de moyens dans les EHPAD.

Pourtant, le gouvernement avait largement communiqué en Avril 2024 avec la mise en place de sa loi visant à « bâtir une société du bien vieillir et de l'autonomie ». Évidemment, une fois les effets d'annonce passés, aucune améliorations pour les travailleurs de la santé, et une dégradation des conditions d'accueil qui s'accélère pour les patients.

Si ce rassemblement est une première étape pour faire connaître nos conditions de travail, c'est bien par une grève dans l'ensemble de nos structures de santé que nous

parviendrons à obtenir des embauches, des meilleurs salaires ... en bref de réelles avancées, et non de simples annonces ronflantes du gouvernement ! Toujours plus de destruction dans la santé !

À Lyon, le virus de la grève se propage

À l'hôpital de la Croix Rousse, après l'équipe de bloc de chirurgie digestive, la médecine post-urgence, la réa et les soins continus, c'est maintenant les soignants de la médecine interne qui ont rejoint le mouvement de grève. Les infirmières et les AS du service dénoncent l'augmentation de la charge de travail avec des patients de plus en plus lourds et revendiquent une augmentation des effectifs et la prise en compte des heures supp. Elles ont bien raison de se mobiliser et leur mouvement en appelle d'autres !

Grève ce lundi à Seyne (PACA) pour sauver l'accueil de jour

Alors que l'accès aux soins pour les plus précaires devient de plus en plus difficile, l'accueil de jour de l'Etablissement Public de Santé (EPS) de Seyne serait sur le point d'être fermé par l'ARS de la région PACA.

Ce dispositif essentiel, permettant notamment d'accueillir les personnes âgées ou précaires, est d'autant plus essentiel dans la région, qu'il faudrait faire plus de 45km jusqu'à Dignes-les-Bains, pour retrouver un service équivalent, si l'accueil de jour fermait.

Cet appel à la grève et à la mobilisation est une première étape pour faire pression sur l'ARS et mettre en avant les difficultés d'accès à la santé pour les précaires ! Un exemple à généraliser ?

Vencorex (Pont de Claix) : la grève continue contre les licenciements !

Les 450 salarié.e.s de Vencorex, entreprise installée sur la plateforme chimique de Pont-de-Claix, continuent de se mobiliser contre la fermeture de leur site. Le 21 octobre dernier, le tribunal de commerce de Lyon a annoncé que seul un repreneur s'était signalé, et que son projet ne concernait que 25 salarié.e.s. Depuis le site est occupé jour et nuit par les grévistes qui revendiquent le maintien de leur emploi. Ils et elles multiplient les actions, manifestations et rassemblements pour faire connaître leur mobilisation et tenter d'élargir la mobilisation. Ce jeudi 14 novembre, ils et elles participaient à une réunion publique organisée par l'UNEF Grenoble dans le bâtiment Stendhal du campus. Une occasion de tisser des liens entre salarié.e.s et futurs salarié.e.s, et de regrouper les forces pour empêcher les licenciements qui se multiplient dans la chimie, l'automobile, la grande distribution mais aussi le social ou l'éducation.



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com